



# ENQUÊTE SANTÉ DES ÉTUDIANTS NORMANDS

ÉTAT DE SANTÉ ET COMPORTEMENTS  
Zoom sur la santé sexuelle  
Résultats 2024-2025

Mars 2026

## Contexte et enjeux

Depuis 2021, l'ORS-CREAI Normandie et l'OR2S, en collaboration avec l'Agence régionale de santé et les services universitaires et avec le soutien de la Région Normandie, pilotent un dispositif d'enquête santé auprès des étudiants normands. L'objectif de cette enquête annuelle est de mieux connaître l'état de santé de ces derniers, leurs modes de vie, de comprendre leurs habitudes et de recueillir des informations indispensables afin d'adapter au mieux les actions de prévention à destination de ce public en région. Après s'être penché plus particulièrement sur l'accès aux soins et à la santé, sur la santé mentale, puis sur la précarité lors des éditions précédentes, le comité technique a choisi d'axer le recueil et les analyses 2025 sur la santé sexuelle. Outre cette thématique, le public cible a été étendu, ajoutant aux étudiants en licence, les étudiants en BUT, master et en études de médecine.

Une étude nationale sur la sexualité<sup>1</sup> rapporte une augmentation du nombre de partenaires sexuels, une diversification des pratiques sexuelles, mais aussi une baisse de l'activité sexuelle et une forte hausse des violences sexuelles, particulièrement rapportées par les jeunes adultes. Les jeunes femmes de moins de 30 ans sont ainsi plus d'une sur trois à dire avoir déjà subi des tentatives de rapport forcé ou des rapports forcés. Par ailleurs, bien que les jeunes soient les plus nombreux à déclarer être satisfaits de leur vie sexuelle, en moyenne, moins d'un jeune de 18-29 ans sur deux l'est, les hommes encore moins que les femmes. Enfin, il est souligné un recul de l'âge médian au premier rapport sexuel, mais aussi une diminution récente de la protection lors des premiers rapports sexuels. En parallèle, une augmentation des taux d'IST est signalée depuis le début des années 2000. La région Normandie n'est pas épargnée par ces différentes problématiques. Une enquête récemment réalisée au sein de l'université de Rouen<sup>2</sup> souligne par exemple que plus de la moitié des jeunes interrogés (majoritairement des femmes) ont déjà subi au moins une forme de violences ou de harcèlement sexistes et sexuels depuis le début de leurs études. Ces données montrent que malgré les efforts de promotion de la prévention en santé sexuelle, les efforts sont à poursuivre.

Ce document synthétise les analyses réalisées sur la santé sexuelle des étudiants des trois universités normandes, qu'elle concerne le bien-être, la contraception, la protection contre les infections sexuellement transmissibles (IST), ou encore les violences sexistes et sexuelles. De plus, les facteurs associés aux indicateurs de santé sexuelle sont étudiés, en croisant cette composante sanitaire avec le profil social et universitaire des étudiants, leur santé physique et mentale, ainsi que leurs comportements liés à la santé. Par ailleurs, un autre rapport consacré aux thématiques transversales abordées dans le questionnaire, avec une déclinaison par niveau d'études, a été publié conjointement à ce document.

<sup>1</sup> Enquête CSF-2023, Inserm-ANRS-MIE

<sup>2</sup> Étude EtuV2S, laboratoire UMR1073-Université de Rouen Normandie, 2025

## SOMMAIRE

Retour sur l'enquête 2024-2025	p.2	Interruptions volontaires de grossesse	p.11
Participation et profil	p.3	Violences sexistes et sexuelles	p.13
Vie affective et sexuelle	p.4	Précisions méthodologiques	p.19
Protection contre les IST et grossesses non désirées	p.6	Remerciements	p.19
Contraception d'urgence	p.10	Synthèse	p.20

## Retour sur l'enquête 2024-2025

### Méthodologie et calendrier

- Un auto-questionnaire, accessible en ligne, est composé d'une partie socle proposée chaque année. Elle est structurée autour du profil, des habitudes de vie, de l'état de santé et des souhaits d'information/actions de prévention des étudiants. Le questionnaire est complété d'une partie thématique qui varie chaque année.

#### Critères d'inclusion

Inscrit à l'université en :

- BUT 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> année
- Licence 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> année
- Master 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> année
- y compris en 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycle de médecine

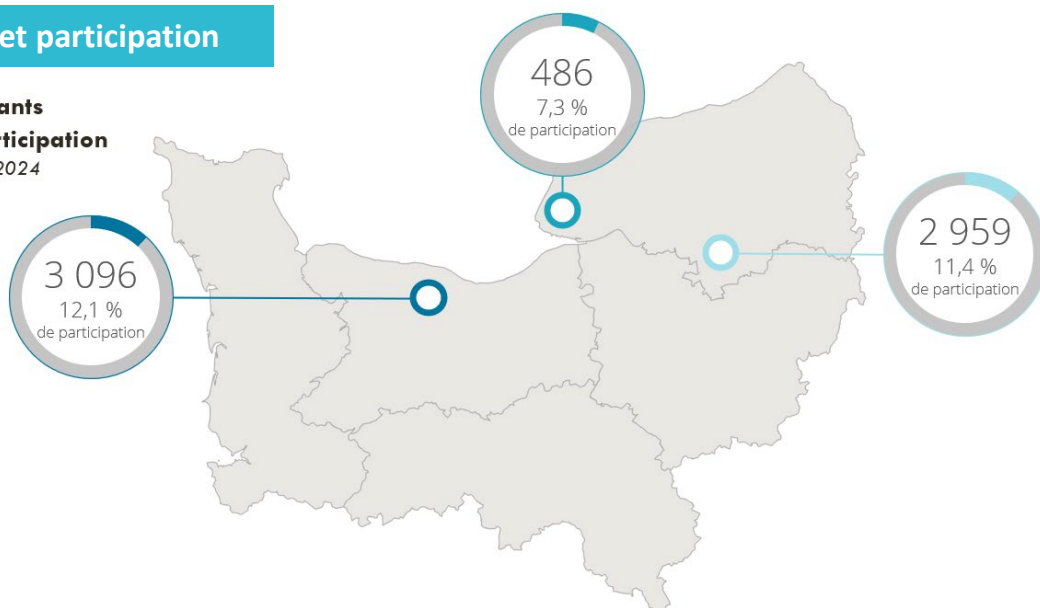
- Des démarches réglementaires effectuées avec une forte implication des délégués à la protection des données des universités normandes : convention avec les universités, demandes d'autorisation en conformité avec le RGPD (méthodologie de recherche MR03 et autorisation de la commission à la protection des personnes)...



- **Novembre 2024 - janvier 2025** : sélection de la thématique annuelle, construction des outils d'enquête et de communication ;
- **Février - avril 2025** : terrain ;
- **Mai 2025 - novembre 2025** : vérification et nettoyage de la base d'enquête, contrôle de cohérence, redressement des données et analyses statistiques ;
- **Novembre 2025 - mars 2026** : élaboration d'un document de synthèse des données collectées en 2025, choix de la thématique pour 2025-2026, construction des outils d'enquête et de communication 2026.

### Terrain et participation

**6 541 participants**  
**11,2 % de participation**  
 contre 10,4 % en 2024



## Participation et profil

### Un redressement nécessaire pour garantir la représentativité

Pour plus de 58 218 étudiants normands inscrits en BUT, licence (dont étudiants en parcours d'accès spécifique santé (PASS), diplôme de formation générale en sciences médicales 2 et 3) ou master (dont diplôme de formation approfondie en sciences médicales 1, 2 et 3) pour l'année universitaire 2024-2025, 6 541 ont complété le questionnaire, soit 11,2 % de participation. Parmi ces participants, 5 436 ont répondu au moins partiellement à la partie thématique portant sur la santé sexuelle. Les catégories les moins bien représentées parmi les répondants sont les hommes, les étudiants en licence, et les étudiants en filière STAPS, avec respectivement 5,7 %, 8,7 % et 5,5 % de participation. Le taux de participation au questionnaire thématique est de 6,1 % pour les étudiants inscrits à l'université du Havre, de 9,4 % pour l'université de Rouen et de 10,1 % pour l'université de Caen. Les femmes participent deux fois plus que les hommes, et les étudiants en SHS 2,5 fois plus que ceux en STAPS (voir tableau ci-dessous).

Compte tenu de ces quelques déséquilibres, il apparaît nécessaire de redresser les données, afin de les rendre représentatives des étudiants des universités normandes. Les résultats présentés dans les pages suivantes de ce document sont redressés par sexe, âge, niveau d'études, filière et université.

#### Participation à l'enquête sur le volet thématique suivant les caractéristiques des étudiants

		Nombre de répondants	Taux de participation (%)	Répartition des répondants	
				Brute (%)	Redressée (%)
Total		5 436	9,3	100,0	100,0
Genre	Femme	3 993	11,5	73,5	61,8
	Homme	1 340	5,7	24,7	38,2
	Non binaire	103	indisponible	1,9	indisponible
Âge	≤19 ans	2 082	9,5	38,3	38,2
	20-21 ans	1 674	9,5	30,8	30,7
	≥22 ans	1 680	9,0	30,9	31,1
Niveau d'études	BUT	794	9,8	14,6	14,8
	Licence	3 307	8,7	60,8	63,5
	Master	1 335	11,1	24,6	21,7
Université	Caen	2 581	10,1	57,0	44,5
	Rouen	2 451	9,4	54,4	45,5
	Le Havre	404	6,1	8,9	10,0
Filière <sup>1</sup>	LLA	572	8,7	10,5	11,2
	DEGSP	1 094	6,9	20,1	25,0
	Santé	769	9,4	14,1	13,5
	Sciences	1 086	8,3	20,0	22,1
	SHS	1 600	13,9	29,4	21,4
	STAPS	174	5,5	3,2	4,4

<sup>1</sup> LLA : lettres, langues et arts ; DEGSP : droit, économie, gestion et sciences politiques ; SHS : sciences humaines et sociales ; STAPS : sciences et techniques des activités physiques et sportives. 141 étudiants poursuivent plusieurs cursus en parallèle.

Source : Enquête santé des étudiants normands - année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

### Une large majorité de répondantes...

Avant redressement, les femmes représentent près de trois répondants sur quatre (73,5 %), les hommes 24,7 % et 1,9 % des étudiants se déclarent non-binaires<sup>2</sup>.

### ...mais tous les profils représentés

Les étudiants répondants sont répartis de manière relativement équilibrée et représentative des inscrits dans les universités normandes dans les classes d'âge suivantes : moins de 20 ans, 20-21 ans et 22 ans et plus.

Six répondants sur dix sont en licence (60,8 %), un sur quatre (24,6 %) en master et 14,6 % en BUT.

Les filières les plus représentées parmi les répondants sont les SHS (29,4 %), les DEGSP (20,1 %) et les Sciences (20,0 %). À l'inverse, les STAPS comptent le moins de répondants (3,2 %).

Les universités de Caen et Rouen comptabilisent presque autant de participants, six fois plus que celle du Havre.

<sup>2</sup> Les données de ces étudiants ne peuvent être redressées, car les critères d'inscription dans les universités ne permettent pas de connaître la part d'étudiants non-binaires.

## Vie affective et sexuelle

### Un seul partenaire dans l'année pour la majorité des étudiants normands

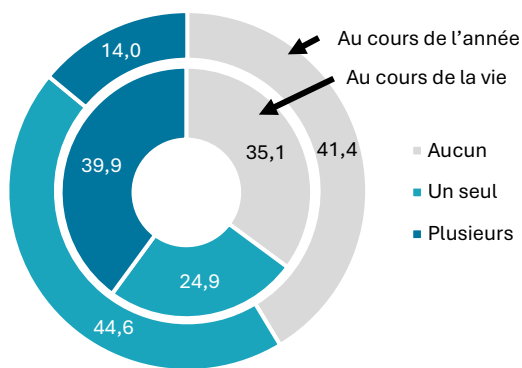
Deux étudiants normands sur trois (64,4 %) déclarent être célibataires et la majorité (97,7 %) ne pas avoir d'enfant. Parmi les répondants, ils sont 124 parents, dont 17 entre 16 et 26 ans. Concernant l'activité sexuelle, 35,1 % indiquent ne jamais avoir eu de relation sexuelle, 24,9 % avoir eu un partenaire sexuel au cours de leur vie et 39,9 % en avoir eu plusieurs. Trois étudiants sur cinq (58,6 %) étaient sexuellement actifs au cours des 12 mois précédant l'enquête, et un étudiant sur sept (14,0 %) déclare avoir eu plusieurs partenaires au cours de l'année. Aucune différence significative n'est constatée selon le genre.

### Un premier rapport sexuel à 18 ans ou moins pour un étudiant sur deux

Chez les étudiants normands ayant déjà eu des rapports sexuels, l'âge médian au premier rapport est de 18 ans pour les femmes\*, de 19 ans pour les hommes et de 22 ans pour les personnes non binaires.

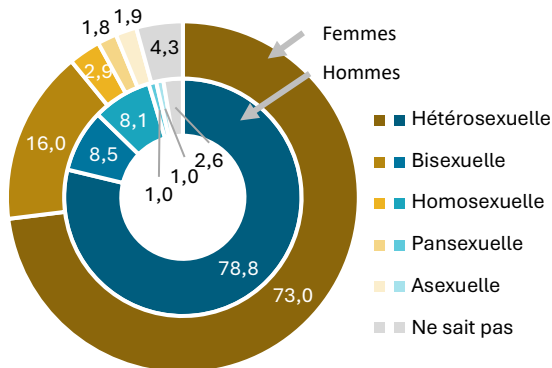
\* c'est à-dire qu'une femme sur deux avait 18 ans ou moins lors de son premier rapport

Nombre de partenaires sexuels (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR25

Orientation sexuelle selon le genre (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR25

### Un étudiant sur cinq attiré par une personne du même sexe

Chez les étudiants normands 16,0 % des femmes et 8,5 % des hommes se définissent bisexuels. Respectivement 2,9 % et 8,1 % disent être homosexuels, 1,0 % et 1,8 % pansexuels (attirés par tous les genres sans distinction). Les personnes non binaires sont 61,6 % à déclarer une de ces orientations sexuelles et 28,6 % se disent asexuelles (sans attirance sexuelle) contre 2,1 % de l'ensemble des étudiants. Au total, ce sont 22,6 % des étudiants qui déclarent avoir une orientation sexuelle autre que l'hétérosexualité, et 3,7 % qui ne savent pas comment définir leur orientation sexuelle.

Les orientations autres qu'hétérosexuelles sont plus fréquemment citées par les étudiants en LLA, SHS et multi-cursus, en licence et master qu'en BUT, et par ceux disant rencontrer des difficultés financières.



### Comparaison par rapport aux données nationales

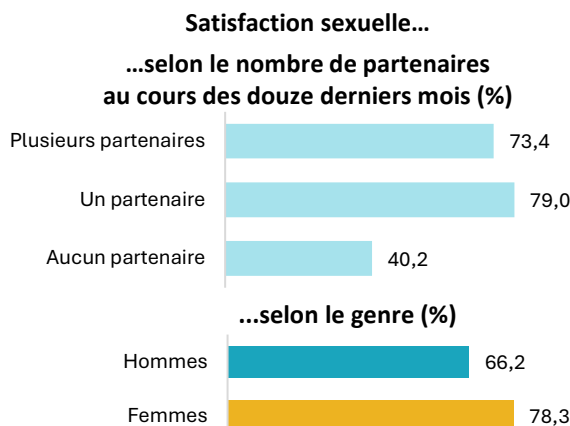
L'âge au premier rapport chez les hommes étudiant dans les universités normandes est relativement plus élevé qu'en France. En effet, d'après l'enquête sur le contexte de la sexualité (CSF), en France, chez les jeunes adultes, l'âge médian au premier rapport atteint 18,2 ans pour les femmes et 17,7 ans pour les hommes.

Par ailleurs, l'enquête CSF constate que l'attirance pour une personne de même sexe est plus souvent déclarée en 2023 que dans les enquêtes précédentes et en particulier chez les jeunes. Ainsi en France, chez les 18-29 ans, 32,3 % des femmes et 13,8 % des hommes rapportent une attirance pour des personnes de même sexe, soit une part plus élevée que chez les étudiantes normandes, mais plus faible pour les étudiants de la région.

Source : Enquête CSF-2023, Inserm-ANRS-MIE

## Les étudiants majoritairement satisfaits de leur vie sexuelle

Parmi les étudiants qui ont déjà eu des relations sexuelles, trois sur quatre se disent globalement satisfaits de leur vie sexuelle (74,0 %). C'est davantage le cas de ceux qui ont eu un seul partenaire au cours de l'année (79,0 %) que ceux qui en ont plusieurs (73,4 %), mais surtout que ceux qui n'en ont eu aucun au cours de cette période (40,2 %). Quel que soit le nombre de partenaires dans l'année, les femmes sont en moyenne plus satisfaites que des hommes (78,3 % contre 66,2 %), les étudiants en STAPS que de ceux en LLA (83,9 % contre 67,5 %) et les étudiants sans difficultés financières que les autres (75,2 % contre 68,7 %). Aucune différence significative n'est relevée selon le niveau d'études.



Source : Enquête santé des étudiants normands  
année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S



En France, en 2023, 51,4 % des femmes âgées de 18 à 29 ans ayant eu des rapports sexuels au cours des douze derniers mois, et 42,3 % des hommes de ce groupe d'âge disaient être très satisfaits de leur vie sexuelle.

Source : [Enquête CSF-2023, Inserm-ANRS-MIE](#)

## Un besoin d'information sur la vie affective et sexuelle présent chez les étudiants

Malgré une bonne satisfaction globale vis-à-vis de leur vie sexuelle, cette thématique reste une source de questionnement pour les étudiants normands. En effet, deux étudiants sur cinq (41,2 %) déclarent être demandeurs d'information et/ou d'actions de prévention concernant la vie affective et sexuelle.

Cette demande varie selon la filière : elle est plus fréquente chez les étudiants en LLA et SHS (47,3 % et 45,4 %) et est moins mentionnée chez les étudiants en santé (33,2 %). En revanche, aucune différence significative n'est observée selon le genre ou le niveau d'études. Par ailleurs, parmi les étudiants de licence, la part de ceux déclarant souhaiter des informations ou actions de prévention sur le sujet de la vie affective et sexuelle est restée du même ordre de grandeur entre 2022 et 2025.

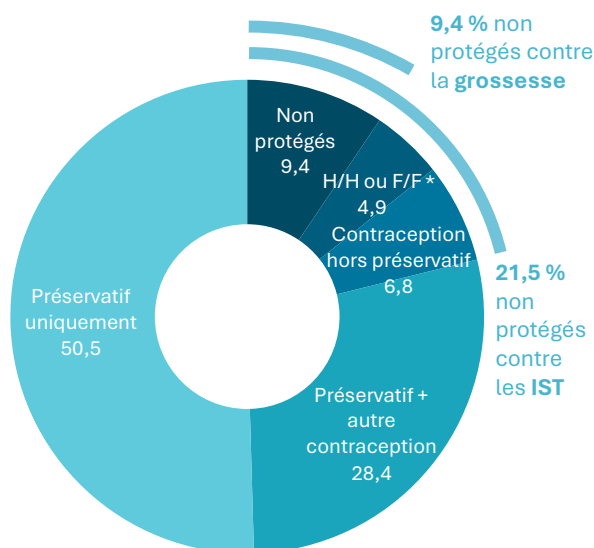
### Focus sur la pratique du chemsex

Le chemsex est défini comme la pratique de rapports sexuels sous l'effet de drogues pour augmenter le plaisir. Il est souvent pratiqué en groupe et principalement parmi les hommes ayant des rapports avec des hommes (HSH) ; 13 à 14 % d'entre eux seraient concernés chaque année en France ([source OFDT](#)).

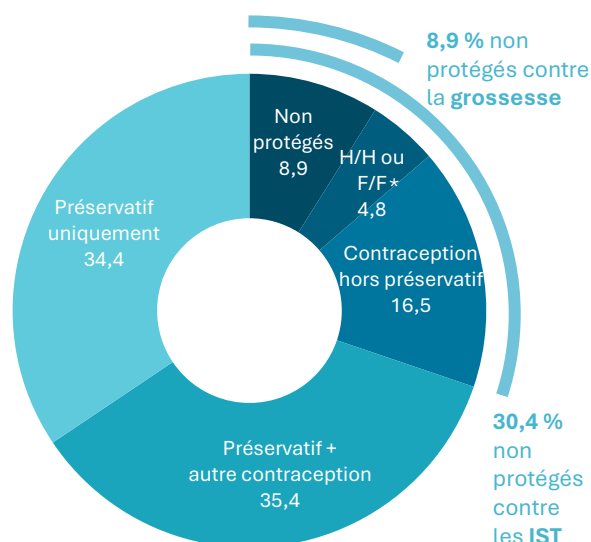
L'enquête auprès des étudiants normands révèle que 4,5 % d'entre eux auraient déjà utilisé des produits ou des drogues dans l'optique d'augmenter le plaisir ou les sensations sexuels. Cette pratique varie en fonction du sexe et de l'orientation sexuelle. Elle concerne plus particulièrement 14,6 % des hommes qui se définissent bisexuels, 14,3 % des personnes non binaires, 9,2 % des hommes homosexuels, 6,3 % des femmes bisexuelles et quel que soit le genre 7,6 % des personnes pansexuelles et 3,5 % des personnes hétérosexuelles.

## Protection contre les IST et grossesses non désirées

Protection au premier rapport (%)



Protection au premier rapport avec le dernier partenaire (%)  
 parmi les étudiants ayant eu plusieurs partenaires au cours de leur vie



\*H/H ou F/F non protégés : d'après leur orientation sexuelle déclarée, les hommes qui ont des relations avec des hommes (H/H) ou les femmes qui ont des relations avec des femmes (F/F) ne sont pas à risque de grossesse, mais peuvent contracter des IST s'ils ne se protègent pas.

Source : Enquête santé des étudiants normands - année universitaire 2024-2025  
 Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

### La plupart des étudiants protégés lors de leur premier rapport

Parmi les étudiants ayant déjà eu des relations sexuelles, 78,9 % indiquent avoir eu recours à un moyen de protection contre les infections sexuellement transmissibles (IST) lors de leur premier rapport. La quasi-totalité d'entre eux (99,0 %) a utilisé le préservatif masculin ; le préservatif féminin et la digue dentaire ayant été utilisés par seulement quelques étudiants. Hors préservatif, le moyen de contraception est majoritairement la pilule (92,9 % contre 3,2 % l'implant et 2,2 % le stérilet).

Au total, 90,6 % des étudiants n'étaient pas à risque de grossesse lors de ce premier rapport, que ce soit par utilisation du préservatif, d'un autre moyen de contraception, ou en raison de relations entre personnes du même sexe.

Par ailleurs, sur les 21,5 % d'étudiants non protégés contre les IST, 5,5 % déclarent avoir réalisé un test de dépistage des IST avant leur premier rapport.

Interrogés sur les causes de non-utilisation d'une protection au premier rapport, les personnes non dépistées l'expliquent par un oubli (38,4 %) – davantage les hommes (51,6 % contre 31,1 % des femmes) – par le fait de penser ne pas avoir de risque d'IST (38,1 %) et/ou d'être dans une relation stable (16,0 %). Par ailleurs, 13,2 % l'expliquent par le fait de ne pas avoir osé le demander et 12,2 % par le refus de leur partenaire.

Les étudiants en difficultés financières sont les plus nombreux à indiquer ne pas s'être protégés contre les IST lors de leur premier rapport ; 27,5 % n'ont pas utilisé de préservatif lors de ce rapport, contre 20,2 % des étudiants qui n'ont pas de difficultés financières importantes. Les étudiants en LLA sont également plus concernés que les autres (25,1 % contre 21,5 % en moyenne). Enfin, aucune spécificité n'est constatée par genre ou niveau d'études pour ce comportement.

### Moins de protection contre les IST mais plus contre la grossesse lors du premier rapport avec le dernier partenaire

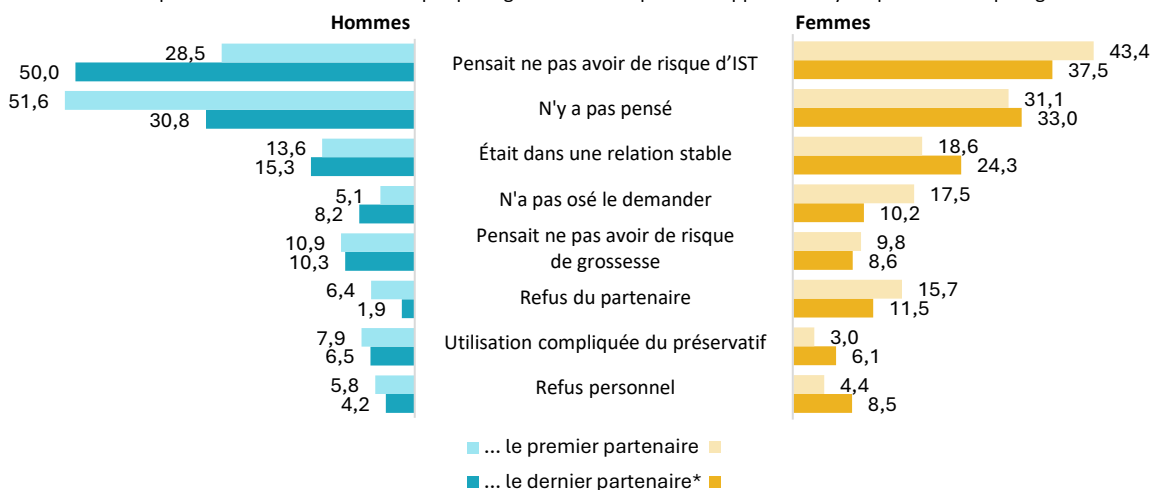
Trois étudiants sur cinq (61,6 %) qui ont déjà eu des relations sexuelles indiquent avoir eu plusieurs partenaires sexuels au cours de leur vie. Parmi eux, 21,7 % ont eu plusieurs partenaires au cours de l'année, et 78,3 % n'ont pas eu de nouveau partenaire depuis plus d'un an.

Les étudiants ayant eu plusieurs partenaires au cours de leur vie ont été interrogés sur leur premier rapport avec leur dernier partenaire. Lors de ce rapport, 69,6 % des étudiants déclarent avoir utilisé une protection contre les IST, c'est moins que pour leur tout premier rapport (78,9 %).

Parmi les 30,4 % d'étudiants non protégés contre les IST, 17,2 % indiquent avoir effectué un dépistage auparavant. Les personnes non dépistées justifient leur non-utilisation d'un moyen de protection principalement par la perception d'absence de risque d'IST (42,2 %) – concerne un homme sur deux (50,0 %) contre 37,5 % des femmes – un oubli (31,8 %), la stabilité de leur relation (21,2 %) et la perception d'absence de risque de grossesse (10,1 %).

D'autre part, un peu plus de la moitié des étudiants (51,8 %) indiquent avoir utilisé un moyen de contraception autre que le préservatif lors du premier rapport avec leur dernier partenaire (parmi eux 72,6 % ont eu recours à la pilule, 19,7 % au stérilet et 7,0 % à l'implant), soit plus qu'au tout premier rapport (35,1 %). Au total, en prenant en compte le cumul des protections et les relations entre personnes de même sexe (4,8 %), ce sont 8,9 % d'étudiants qui étaient à risque de grossesse lors du premier rapport avec leur dernier partenaire.

**Raisons principales de non-protection contre les IST (pas de préservatif ni de digue dentaire) selon le genre (%)**  
 parmi les étudiants ne s'étant pas protégés lors de leur premier rapport et n'ayant pas fait de dépistage



\*parmi les étudiants ayant eu plusieurs partenaires au cours de leur vie

Source : Enquête santé des étudiants normands - année universitaire 2024-2025  
 Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

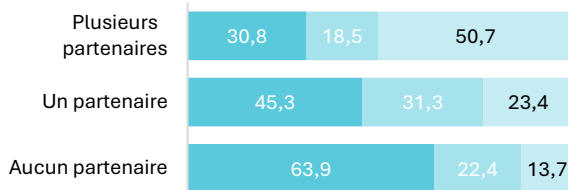
**Plus d'un étudiant sur deux déjà dépisté contre le VIH**

Parmi les étudiants qui ont déjà eu des rapports sexuels, 56,3 % déclarent avoir déjà effectué un test du dépistage du VIH, dont la moitié (28,6 %) il y a moins de douze mois. Les femmes se sont plus fait dépister que les hommes au cours de la vie (60,5 % contre 48,7 %) et au cours de l'année (31,2 % contre 24,1 %).

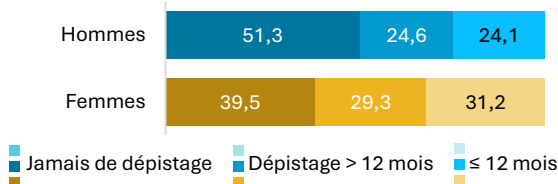
La moitié des étudiants ayant eu plusieurs partenaires dans l'année (50,7 %) a indiqué avoir réalisé un test de dépistage au cours des douze mois précédant l'enquête. Parmi ces mêmes étudiants, les femmes, les étudiants en master et ceux en Santé sont plus nombreux que les autres à s'être fait dépister au cours des douze derniers mois (respectivement 55,7 %, 67,0 % et 69,0 %).

**Dépistage du VIH...**

**...selon le nombre de partenaires au cours de l'année (%)**



**...selon le genre (%)**

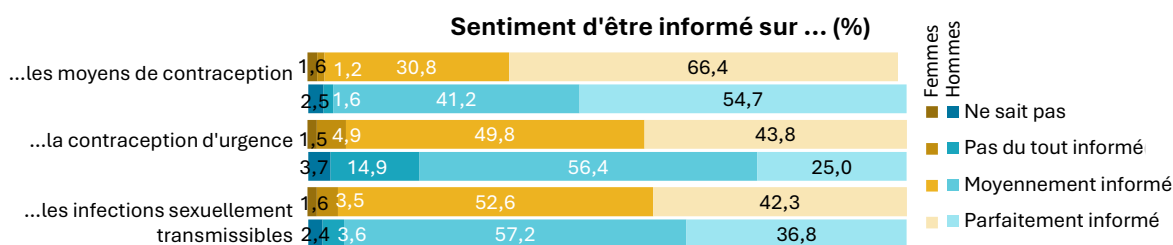


Source : Enquête santé des étudiants normands  
 année universitaire 2024-2025  
 Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

## Un meilleur sentiment d'information sur les moyens de contraception que sur la contraception d'urgence et les IST

Deux étudiants sur trois (61,9 %) se considèrent parfaitement informés sur les moyens de contraception, alors qu'ils sont moins de deux sur cinq (36,8 %) dans ce cas concernant la contraception d'urgence (CU) et à peine plus (40,1 %) concernant les infections sexuellement transmissibles (IST). Dans tous les cas, les femmes se sentent mieux informées que les hommes.

Le recours à la protection est plus important chez les étudiants qui se sentent bien informés. En l'occurrence, parmi les étudiants qui se considèrent peu ou moyennement informés sur la contraception, 21,2 % n'ont pas utilisé de préservatif lors de leur premier rapport, contre 13,6 % de ceux qui se sentent parfaitement informés.



Source : Enquête santé des étudiants normands - année universitaire 2024-2025 - Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

## L'accès au dépistage du VIH moins connu que l'accès aux moyens de contraception

La majorité des étudiants (93,3 %) disent savoir où se procurer des moyens de contraception. Ces derniers évoquent principalement les pharmacies (90,7 %), suivies des supermarchés (23,7 %) et des médecins (10,1 %). Le planning familial, les distributeurs, les gynécologues, les sage-femmes et l'infirmier universitaire sont cités par moins de 6 % d'entre eux. Au total, 6,7 % déclarent ne pas savoir où en obtenir. D'autre part, ils sont plus de deux fois plus nombreux à ne pas savoir où se procurer une contraception d'urgence (15,7 %) et plus de trois fois plus nombreux (30,4 %) à ne pas savoir où se rendre pour effectuer un test de dépistage du VIH.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2024, le dépistage des IST (hors VIH) est accessible sans ordonnance et gratuitement pour les moins de 26 ans et pour tous, pour le VIH. Seuls 45,8 % des étudiants de cette tranche d'âge le savent. Ils sont 19,6 % à ignorer la gratuité des préservatifs en pharmacie pour les moins de 26 ans et 24,8 % celle des autres moyens de contraception. De même, 24,3 % des étudiants ignorent la gratuité de la contraception d'urgence pour tous.

## Les hommes encore peu vaccinés contre le papillomavirus

Le papillomavirus (HPV) est un virus qui peut être responsable notamment de la majorité des cancers du col de l'utérus. Plus de la moitié des étudiants (56,0 %) déclarent avoir été vaccinés contre celui-ci, deux fois plus les femmes (66,3 %) que les hommes (38,3 %). De plus, plus d'un homme sur quatre (27,3 %) ignore s'il est vacciné contre 8,7 % des femmes. Il est à noter que la vaccination contre le HPV a été ouverte plus tardivement aux hommes qu'aux femmes.

## Des niveaux de connaissance variés suivant les profils d'étudiants

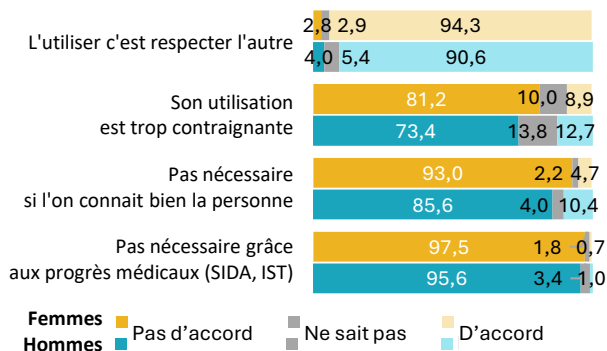
Toutes choses égales par ailleurs, les connaissances et le sentiment d'être informé sur les moyens de protection ou l'accès aux dispositifs (lieux et gratuité), distinguent deux profils d'étudiants : les étudiants en filière Santé, qui présentent une meilleure connaissance que les autres de tous les sujets abordés, et les étudiants qui n'ont jamais eu de relation sexuelle, qui les maîtrisent moins bien.

D'autres profils présentent des particularités, tels que les étudiants en master, qui se sentent mieux informés que les autres sur les IST et l'accès au dépistage. Quant aux étudiants en BUT, ils ont une meilleure connaissance de la gratuité des moyens de contraception et des préservatifs.

À l'inverse, les hommes se sentent moins informés sur les moyens de contraception et la CU. Les étudiants inscrits en filières SHS se sentent moins bien informés à la fois sur les moyens de contraception, la CU et les IST. Et les étudiants en Sciences manquent particulièrement d'information sur la CU et sur son accessibilité.

Enfin, même si les étudiants qui rencontrent des difficultés financières se sentent relativement bien informés sur les moyens de contraception, ils maîtrisent moins que les autres les questions concernant la gratuité des moyens de contraception, de la CU et du dépistage, et les lieux où se les procurer.

**Avis et connaissance sur le préservatif selon le genre (%)**



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

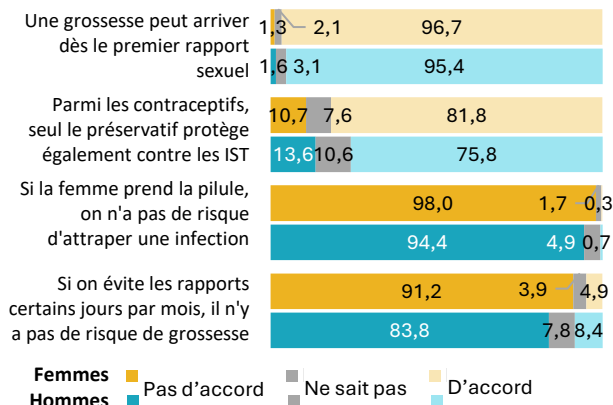
**La pilule et le préservatif masculin : moyens contraceptifs les plus connus**

L'anneau vaginal (51,2 %), puis l'implant (22,9 %) et le préservatif féminin (21,5 %) sont les moyens de contraception les moins connus. Notons que 29,7 % des étudiants méconnaissent au moins deux des méthodes proposées dans le questionnaire (hors retrait).

Alors que l'efficacité pratique\* des moyens de contraception est estimée à 79 % pour le préservatif féminin, 85 % pour le préservatif masculin, 91 % pour la pilule et l'anneau vaginal et 99 % pour l'implant et le stérilet, les résultats montrent que, parmi les étudiants qui en ont déjà entendu parler, ce sont l'anneau vaginal et le préservatif féminin qui donnent le moins confiance aux étudiants : respectivement 73,4 % et 85,5 % d'entre eux croient en leur efficacité. Le retrait se positionne, à juste titre, en dernière position, 6,4 % des étudiants le considérant efficace.

\* Efficacité tenant compte des contraintes en utilisation courante.

**Avis et connaissance sur la contraception selon le genre (%)**

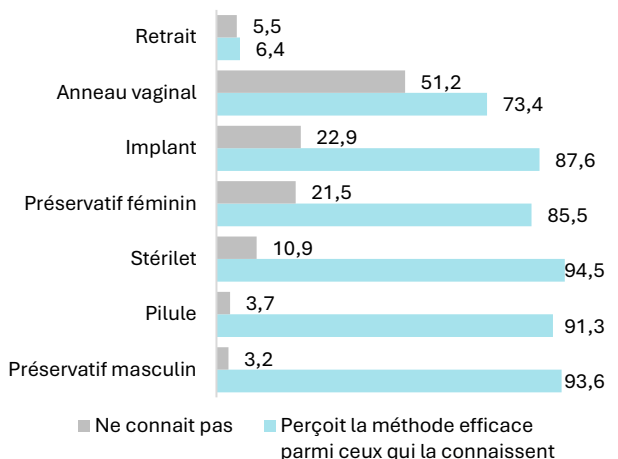


Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

**L'usage du préservatif contraignant pour un étudiant sur dix**

Les étudiants sont majoritairement d'accord avec le fait que le préservatif est nécessaire malgré les progrès médicaux (96,8 %) et que son utilisation est une preuve de respect de l'autre (92,9 %). Bien connaître la personne ne permet pas de s'en passer pour 90,3 % d'entre eux, moins d'après les hommes (85,6 %). En revanche, l'avis des étudiants sur l'utilisation du préservatif est plus mitigé, puisque 10,1 % la perçoivent contraignante et 11,3 % ne se prononcent pas. Cela concerne en particulier les hommes (respectivement 12,7 % et 13,8 %) et varie suivant l'expérience sexuelle : l'utilisation du préservatif est contraignante pour 14,1 % des étudiants qui ont déjà eu des rapports sexuels et 4,7 % ne se prononcent pas, contre respectivement 2,9 % et 23,5 % parmi ceux qui n'en ont jamais eu.

**Efficacité perçue des méthodes pour éviter une grossesse (%)**



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

**Une relative bonne connaissance des risques liés à la contraception**

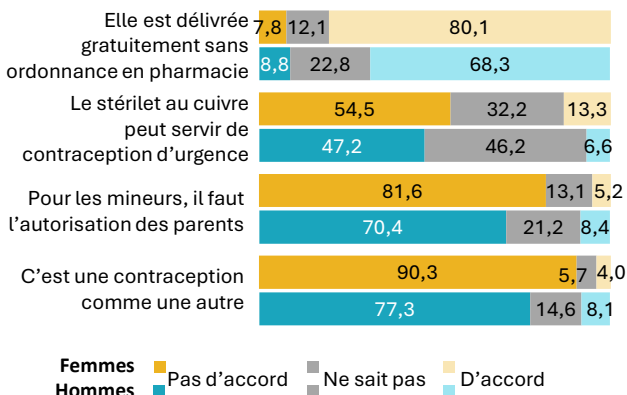
Les étudiants sont presque unanimes sur le risque de grossesse au premier rapport (96,2 %) et la non-protection de la pilule contre les IST (96,7 %). Ils sont un peu plus nuancés sur l'abstinence périodique, puisque 6,2 % y croient et 5,4 % ne savent pas se prononcer. En revanche, un étudiant sur cinq (20,3 %) ignore que le préservatif est le seul moyen de protection contre les IST. Il s'agit plus des hommes (24,2 % contre 18,3 % des femmes), des étudiants en LLA et STAPS (respectivement 27,8 % et 27,7 % contre 10,2 % en Santé) et des étudiants n'ayant jamais eu de relation sexuelle (29,7 %).

## Contraception d'urgence

### La contraception d'urgence par stérilet au cuivre encore peu connue

Alors que les étudiants ont un moins bon sentiment d'information sur la contraception d'urgence (CU) que sur les moyens de contraception (voir chapitre précédent), ils sont aussi nombreux à méconnaître ses conditions d'accès. Plus précisément, près d'un étudiant sur quatre ignore que la CU est délivrée en pharmacie gratuitement sans ordonnance (24,3 %) et sans l'autorisation des parents pour les mineurs (22,5 %). Cela concerne moins de 20 % des femmes. Par ailleurs, moins de la moitié d'entre eux a connaissance de la possibilité d'utilisation du stérilet au cuivre comme CU (48,2 %). Enfin 14,6 % des étudiants considèrent que la CU est une contraception comme une autre, 9,7 % chez les femmes, autant celles qui y ont déjà eu recours que les autres.

### Avis et connaissance sur la contraception d'urgence selon le genre (%)

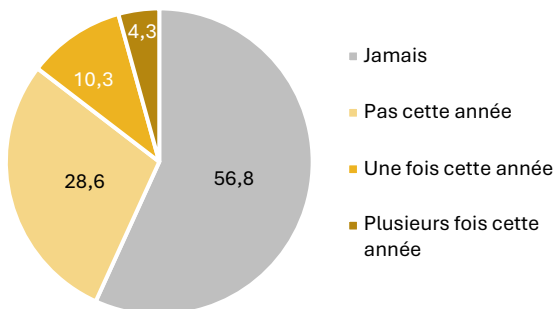


Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

### Un manque de connaissance des délais d'utilisation

Un étudiant sur trois (35,3 %) déclare ne pas connaître le délai maximum dont dispose une femme après un rapport sexuel pour recourir à la contraception d'urgence. Seuls 8,6 % ont indiqué le délai de cinq jours (10,7 % des femmes et 5,3 % des hommes). Ils sont 12,9 % à avoir indiqué un jour comme délai maximum, 20,8 % deux jours et 17,7 % trois jours.

### Recours à la contraception d'urgence (%) parmi les étudiantes ayant déjà eu des rapports sexuels



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

### Un recours fréquent à la contraception d'urgence chez les étudiantes

En 2025, plus d'un quart des étudiantes normandes ont déjà eu recours à la contraception d'urgence (28,6 %), cela représente 43,2 % des femmes qui ont déjà eu des rapports sexuels.

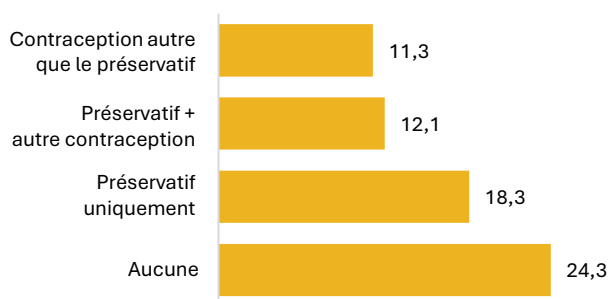
Une étudiante normande sur dix (9,7 %) y a eu recours au cours des douze mois précédant l'enquête (14,6 % parmi les étudiantes qui ont déjà eu des rapports sexuels), et 4,3 % y ont recours plusieurs fois au cours de l'année. Les plus jeunes femmes y ont plus recours dans l'année que les plus âgées : 18,7 % chez les moins de 20 ans contre 8,5 % chez celles de 24 ans et plus, soit 2,2 fois plus.

## Un recours à la contraception d'urgence varié suivant les profils d'étudiantes

Toutes choses égales par ailleurs, parmi les étudiantes qui ont déjà eu des rapports sexuels, celles qui ont indiqué avoir eu le plus recours à la contraception d'urgence dans l'année sont les étudiantes qui rencontrent des difficultés financières très importantes (20,5 % contre 13,1 % de celles sans difficulté, voir graphique ci-contre). Les étudiantes en Sciences et en master se distinguent par un moindre recours (respectivement 10,6 % et 11,7 %).

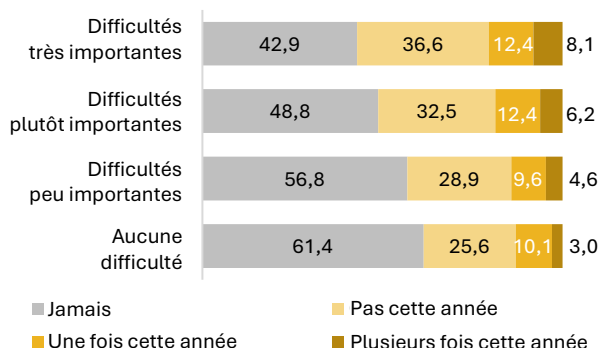
Il apparaît que le recours à la CU dans l'année est plus fréquent parmi celles qui se déclarent les mieux informées : 17,7 % parmi celles qui se sentent parfaitement informées, contre 11,3 % parmi celles qui se sentent moyennement ou pas du tout informées. Le questionnaire ne permet pas de déterminer si les utilisatrices de la CU étaient informées ou non avant d'y recourir.

### Recours à la contraception d'urgence dans l'année selon la protection utilisée lors du premier rapport avec le dernier partenaire (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

### Recours à la contraception d'urgence selon les difficultés financières (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

Enfin, il apparaît que les étudiantes qui ont le moins recours à la CU dans l'année sont celles qui ont utilisé un moyen de contraception autre que le préservatif lors du premier rapport avec le dernier partenaire (y compris le premier rapport s'il n'y a eu qu'un seul partenaire, moins de 13 %). Il est à noter que les utilisatrices du préservatif seul sont plus nombreuses à y avoir eu recours dans l'année (18,3 %). Enfin, celles qui y ont le plus recours sont celles qui n'ont utilisé aucun moyen de protection (24,3 % de recours à la CU).

## Interruptions volontaires de grossesse

### Plus de grossesses non désirées chez les étudiantes précaires

Parmi les étudiantes qui ont déjà eu des rapports sexuels, 5,5 % déclarent avoir déjà eu une grossesse non désirée (3,6 % chez les femmes de 25 ans ou moins). Parmi ces dernières, les trois quarts (75,9 %) ont indiqué avoir eu recours à une interruption volontaire de grossesse (IVG), 14,1 % n'ont jamais souhaité y avoir recours et 10,0 % n'y ont pas eu recours du fait de fausses couches spontanées ou de déni de grossesse. Parmi les jeunes femmes qui ont eu recours à l'IVG, 8,9 % déclarent ne pas y avoir eu facilement accès. Elles évoquent notamment des délais trop longs, un non-respect de l'anonymat en pharmacie en tant que majeure, beaucoup de rendez-vous nécessaires et un manque de bienveillance en tant que mineure.

Enfin, les étudiantes qui apparaissent en difficultés financières sont plus nombreuses à indiquer avoir déjà eu une grossesse non désirée (10,1 % des étudiantes en difficulté contre 4,5 % des autres).

## Moins de grossesses non désirées chez les utilisatrices du préservatif

Les étudiantes déclarant s'être protégées lors de leur premier rapport avec le dernier partenaire (y compris le premier rapport s'il n'y a eu qu'un seul partenaire) déclarent moins souvent que les autres des grossesses non désirées. Elles sont ainsi 9,8 % à être concernées parmi celles qui n'ont pas eu recours à un moyen de protection, 7,9 % parmi celles ayant utilisé un moyen de contraception hors préservatif, 4,9 % parmi celles qui ont uniquement eu recours au préservatif et 4,8 % parmi les étudiantes qui ont cumulé le préservatif avec un autre moyen de contraception lors de leur premier rapport avec leur dernier partenaire.

## Un taux de recours élevé à partir de 25 ans

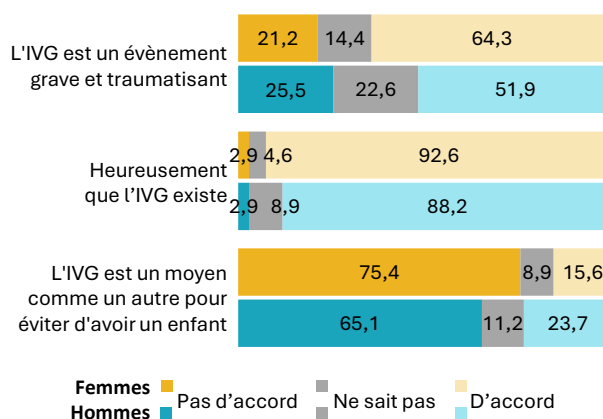
En 2025, chez les étudiantes normandes, le taux de recours à une IVG au cours de la vie s'élève à 2,8 %. Cela concerne 4,3 % des étudiantes qui ont déjà eu des rapports sexuels. Parmi elles, une minorité y ont eu recours plusieurs fois (0,7 %). Faible chez les moins de 20 ans (1,6 %), le taux est de 6,5 % chez les 24-25 ans et atteint 18,4 % chez les plus de 25 ans.

## Une large adhésion à l'IVG

Une majorité des étudiants se félicite que l'IVG existe (91,1 %). Ils sont 6,1 % à ne pas se prononcer sur le sujet et 2,8 % sont en désaccord avec cette affirmation.

Les questions de la banalisation de ce moyen pour éviter une grossesse ou à l'inverse de son impact psychologique font plus débat. Ainsi un étudiant sur cinq pense que c'est un moyen comme un autre pour éviter d'avoir un enfant (19,0 %) et que ce n'est pas un événement grave et traumatisant (22,9 %) avec des proportions plus élevées chez les hommes (respectivement 23,7 % et 25,5 %) que chez les femmes (respectivement 15,6 % et 21,2 %).

### Avis sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) selon le genre (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands  
année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S



En Normandie comme en France, le taux de recours à l'IVG est le plus élevé entre 21 et 30 ans, avec un taux atteignant plus de 21 % dans la région en 2023 dans cette classe d'âge. Chez les mineures, il est de l'ordre de 5 % et entre 18-20 ans de 15 %.

Par ailleurs, une étude de 2023 de la Drees estime qu'une femme sur deux aura recours à l'IVG au cours de sa vie féconde.

Sources : Système national des données de santé (SNDS) et étude de la DREES

## Un événement moins banalisé pour celles qui y ont eu recours

Il apparaît que les étudiantes qui ont déjà eu recours à l'IVG semblent plus d'avis que les autres étudiants (femmes n'ayant jamais eu recours à l'IVG ou hommes), qu'il s'agit d'un « événement grave et traumatisant » : deux tiers adhèrent à cette affirmation (68,5 %) et une minorité sont indécises (5,7 %), alors que ceux qui n'y ont jamais eu recours y adhèrent à 59,8 % et ne savent pas se prononcer à 17,2 %. Il est à noter cependant, que les étudiantes ayant déjà eu recours à l'IVG restent un quart (25,8 %) à ne pas considérer cela comme un « événement grave et traumatisant ». La méthode utilisée (médicamenteuse ou instrumentale) et la précocité du recours sont des éléments qui ont pu influencer leur sentiment vis-à-vis de cet événement, sans que cela ait pu être analysé à partir des réponses au questionnaire.

Elles sont aussi plus nombreuses à ne pas considérer l'IVG comme « un moyen comme un autre pour éviter d'avoir un enfant » (89,8 % contre 71,4 % de ceux qui n'y ont jamais eu recours). Cela concerne aussi davantage les femmes que les hommes (75,4 % contre 65,1 %) et les personnes qui ont déjà eu des rapports sexuels que celles qui n'en ont jamais eu (74,9 % contre 65,8 %).

## Violences sexistes et sexuelles

### Sollicitations sexuelles non désirées : des femmes nettement plus exposées

Près de la moitié des étudiants (48,3 %) déclarent avoir reçu, sans le vouloir, des photos ou des messages érotiques ou à connotation sexuelle. Cette part ne diffère pas selon le niveau d'études. Néanmoins, une différence est observée en fonction du genre, les femmes étant bien plus nombreuses que les hommes à le déclarer (58,8 % contre 30,6 %). Les étudiants en LLA et SHS sont également plus nombreux que la moyenne à dire s'être déjà retrouvés dans cette situation (respectivement 55,7 % et 55,3 %), contrairement aux étudiants en Sciences (38,3 %).

Par ailleurs, plus d'un étudiant sur quatre (27,1 %) dit avoir déjà subi une pression pour envoyer des photos ou des messages érotiques ou à connotation sexuelle sans le vouloir. Il ne diffère pas selon le niveau d'études. En revanche, de même que pour la réception de photos ou de messages, les femmes sont plus concernées que les hommes (36,0 % contre 11,9 %). Les étudiants en DEGSP, LLA et SHS sont aussi plus nombreux que la moyenne à le déclarer (31,1 %, 33,2 % et 34,0 % respectivement), à l'inverse des étudiants en Sciences (17,4 %).

### Plus d'agressions verbales ou physiques chez les femmes

Parmi les étudiants, 33,1 % déclarent avoir déjà subi des moqueries, insultes, menaces ou agressions en raison de leur tenue vestimentaire (jupe, short, « crop top »...), cinq fois plus les femmes (47,2 %) que les hommes (8,5 %). Ces atteintes sont aussi plus souvent rapportées en LLA et SHS que dans les autres filières (43,7 % et 40,0 %). De plus, les étudiants en BUT semblent être plus épargnés que ceux en licence ou en master (24,1 % contre 35,2 % et 33,1 %).

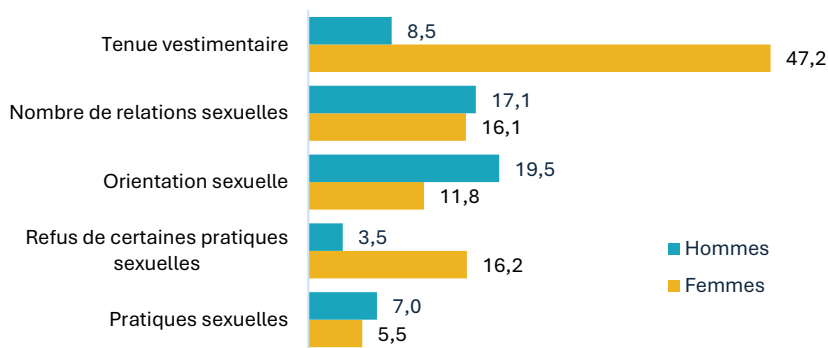
Les moqueries en lien avec le nombre de relations sexuelles (considéré comme trop important ou au contraire pas assez important) sont déclarées par 16,5 % des étudiants, sans différence par genre, filière ou niveau d'études.

Les atteintes en lien avec l'orientation sexuelle (réelle ou supposée) concernent 15,6 % des étudiants. Les hommes sont plus nombreux que les femmes à le signaler (*voir graphique ci-dessous*). Par filière, ces faits sont davantage déclarés par les étudiants en LLA et en SHS que par la moyenne, tandis qu'ils sont moins fréquents en STAPS (respectivement 25,4 %, 19,2 % et 5,0 %). Il est à noter que ce type de moqueries revient plus souvent chez les étudiants (tout sexe confondus) non hétérosexuels (43,4 % contre 6,3 % des étudiants disant être hétérosexuels), qui sont plus nombreux en LLA et SHS que dans les autres filières. Cependant, cette répartition de l'orientation sexuelle entre filières n'explique pas à elle seule les parts plus ou moins importantes d'étudiants touchés par les atteintes en lien avec l'orientation sexuelle.

Les moqueries, insultes, menaces ou agressions liées au refus de certaines pratiques sexuelles sont déclarées par 11,6 % des étudiants enquêtés, davantage pour les femmes (16,2 % contre 3,5 % pour les hommes). Ces atteintes sont également plus fréquentes en LLA et SHS et moins en STAPS par rapport à la moyenne (respectivement 17,4 %, 16,6 % et 3,7 %). Là encore, les étudiants en BUT sont moins nombreux à les signaler que ceux en licence ou en master (8,6 % contre 12,6 % et 11,0 %).

Les atteintes en lien avec les pratiques sexuelles sont déclarées par 6,3 % des étudiants.

#### Moqueries, insultes, menaces ou agressions selon le genre, du fait de... (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands - année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

## Des violences sexuelles banalisées par une minorité d'étudiants

Après analyse de citations en lien avec la violence et les relations sexuelles proposées dans le questionnaire, 1,8 % des étudiants déclarent être d'accord avec l'affirmation selon laquelle « la violence physique contre son ou sa partenaire peut être justifiée » et 1,1 % disent ne pas savoir répondre à la question. Ils sont 4,1 % à ne pas considérer qu'« une fellation contrainte est un viol » et 2,7 % à ne pas se prononcer. Par ailleurs, 2,2 % ne considèrent pas qu'« un rapport sexuel forcé avec son conjoint ou sa conjointe est un viol » et 1,1 % disent ne pas savoir. Enfin, 4,3 % jugent « normal d'être disponible sexuellement lorsque son ou sa partenaire le souhaite » et 5,1 % sont indécis.

Sur ces différents *items*, les étudiants expriment plus souvent que les étudiantes des positions minimisant les violences sexuelles, bien qu'ils restent une minorité dans ce cas : ils sont davantage à juger la violence conjugale justifiable (2,7 % des hommes contre 1,2 % des femmes), à ne pas reconnaître la fellation contrainte comme un viol (6,2 % contre 2,9 %) ou le rapport forcé dans le couple (3,1 % contre 1,7 %) et à considérer normal d'être disponible sexuellement pour son partenaire (7,5 % contre 2,3 %). Par filière, les étudiants en sciences sont plus nombreux que la moyenne à partager cette dernière opinion (7,2 %). Aucune différence notable n'est observée selon le niveau d'études.

## Des attouchements le plus souvent subis par les femmes...

Plus de quatre étudiants sur dix (43,5 %) déclarent avoir déjà subi des attouchements\*.

Les étudiants en BUT le déclarent moins que les étudiants en licence ou master (33,7 % contre 44,5 % et 47,2 %), les hommes 2,3 fois moins que les femmes (24,2 % contre 54,8 %) et les étudiants de Sciences moins que ceux de LLA ou SHS (32,4 % contre respectivement 49,1 % et 52,1 %).

## ...en partie avant l'entrée à université...

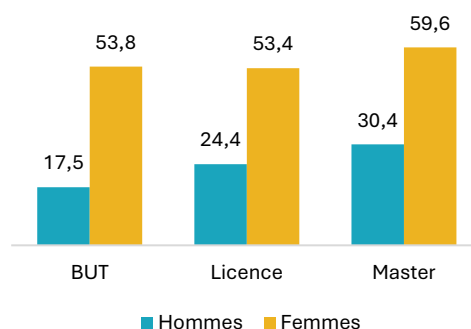
Parmi les étudiants ayant déjà été victimes d'attouchements, 37,9 % disent que la dernière fois a eu lieu depuis le début de leurs études supérieures.

## ...pas toujours du fait d'un inconnu

Dans 87,3 % des cas, les agressions ont été commises par des hommes. Pour plus d'une agression sur trois (37,6 %), l'identité de l'agresseur n'est pas connue de la victime, plus chez les femmes que chez les hommes. Par ailleurs, un peu plus d'un quart des victimes (26,3 %) indiquent qu'il s'agissait d'une simple connaissance. Toutefois, les agressions sont aussi fréquemment le fait d'une personne de l'entourage. Près d'une victime sur cinq (18,8 %) rapportent qu'elles ont été perpétrées par un ami proche, tandis qu'environ une sur sept (14,3 %) mentionne un ancien partenaire. Plus rarement, l'agresseur est un membre de la famille (6,7 %), une connaissance rencontrée dans le cadre des études (6,3 %), une relation professionnelle, ou encore le partenaire actuel (2,3 %).

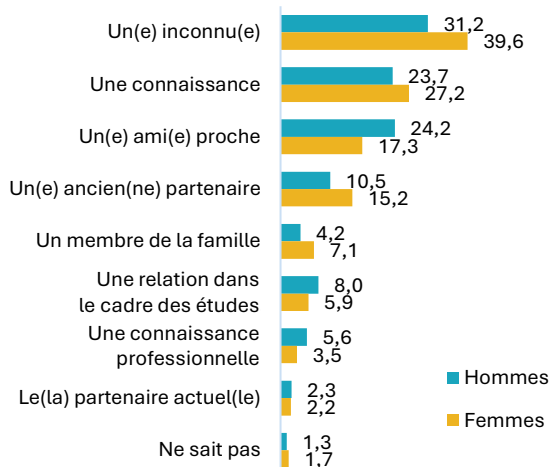
\* « Quelqu'un vous a déjà embrassé, mis une main aux fesses ou touché la poitrine ou le sexe sans votre accord »

### Étudiants ayant déjà subi des attouchements\* selon le niveau d'études et le genre (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands  
année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

### Lien avec l'agresseur lors du dernier attouchement\* selon le genre (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands  
année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

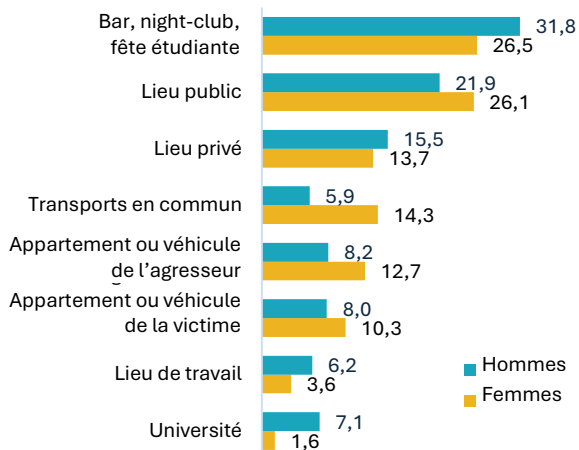
## Près de trois agressions sur cinq dans un lieu public ou festif

Environ un tiers des attouchements (25,4 %) ont eu lieu dans un espace public. Viennent ensuite ceux survenus en bar, boîte de nuit ou lors d'une fête étudiante (27,5 %). Les lieux privés représentent près d'une victime sur sept (14,0 %), suivis de près par les transports en commun (12,1 %) et le logement ou le véhicule de l'auteur (11,9 %). L'appartement ou le véhicule de la victime concerne un cas d'attouchement sur dix (10,0 %), tandis que le lieu de travail et l'université sont plus marginalement cités (respectivement 4,0 % et 2,8 %).

Les attouchements dans les bars sont moins déclarés par les étudiants en licence (24,8 % contre 31,9 % en BUT et 32,9 % en master), mais plus par les étudiants en DEGSP (32,7 %) et moins par ceux en LLA (16,1 %). Ceux dans les transports en commun sont aussi plus souvent cités par les étudiants en DEGSP (16,2 %) ainsi que par ceux en SHS (14,1 %).

Les étudiantes sont bien plus nombreuses que les étudiants à déclarer des attouchements dans les transports en commun, contrairement aux attouchements au sein de l'université, qui sont plus déclarés par les étudiants que les étudiantes (voir graphique ci-contre). Concernant les autres lieux d'agressions, aucune différence significative n'est observée en fonction du sexe.

### Lieu du dernier attouchement\* selon le genre (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands  
année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

\* « Quelqu'un vous a déjà embrassé, mis une main aux fesses ou touché la poitrine ou le sexe sans votre accord »

## Un tiers des victimes d'attouchements n'en parle pas

Parmi les étudiants ayant indiqué avoir déjà subi des attouchements, 33,8 % disent n'avoir pas parlé de leur dernière agression. Les autres en ont parlé, pour 44,1 % d'entre eux à un ami, 16,3 % à un membre de leur famille, 16,4 % à leur partenaire actuel, 3,8 % à un professionnel de santé, 3,1 % à la police ou la gendarmerie, 1,3 % à un enseignant ou à l'administration de l'université, 1,2 % à un professionnel du service de santé étudiant et 0,6 % à un professionnel d'une association.

## Plus d'un étudiant sur huit déjà victime de viol

Parmi les étudiants normands, 13,2 % déclarent avoir déjà subi un viol. Les femmes le mentionnent trois fois plus que les hommes (17,1 % contre 5,8 %). Les étudiants en BUT sont moins nombreux à le déclarer que ceux en licence et en master (8,3 % contre 14,1 % et 13,9 %), tandis que ceux en SHS et en LLA sont plus nombreux que la moyenne à indiquer avoir été victimes de viol (17,5 % et 17,7 %). Les étudiants avec une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle sont plus nombreux que les étudiants hétérosexuels à déclarer avoir déjà subi un viol (24,3 % contre 9,6 %).

Chez les étudiants de licence, la part d'étudiants ayant déjà subi un viol est du même ordre de grandeur en 2025 qu'en 2022.

## Des viols bien avant l'entrée dans le supérieur

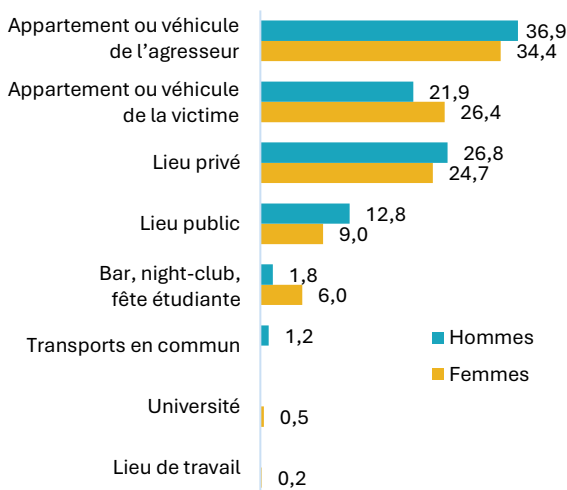
Dans la majorité des cas, les faits sont survenus (la première fois si plusieurs viols) avant l'entrée dans l'enseignement supérieur (72,7 %), dont près de trois sur quatre (73,6 %) alors que les victimes étaient mineures : 20,0 % des victimes indiquent que le viol s'est produit à l'âge de 10 ans ou avant, 53,6 % entre 11 et 17 ans et 26,4 % à partir de 18 ans.

### Des viols majoritairement commis par des proches...

Dans la grande majorité des situations, l'agresseur est un homme (91,8 % des cas). Le plus souvent, l'agresseur est une personne connue de la victime. Dans de nombreux cas, il s'agit même d'une personne appartenant à l'entourage proche : plus de quatre victimes sur dix (41,2 %) indiquent qu'il s'agissait d'un ancien partenaire. Plus d'une victime sur dix mentionne un ami proche (13,9 %) ou un membre de la famille (11,5 %), et plus rarement, le partenaire actuel (6,1 %). D'autres situations impliquent des personnes connues mais extérieures au cercle intime, comme une simple connaissance pour près d'une victime sur cinq (18,9 %), tandis que les relations rencontrées dans le cadre des études (1,9 %) ou du travail (0,2 %) restent marginales. À l'inverse, les agressions commises par un inconnu sont relativement moins fréquentes et concernent moins d'une victime sur dix (8,4 %).

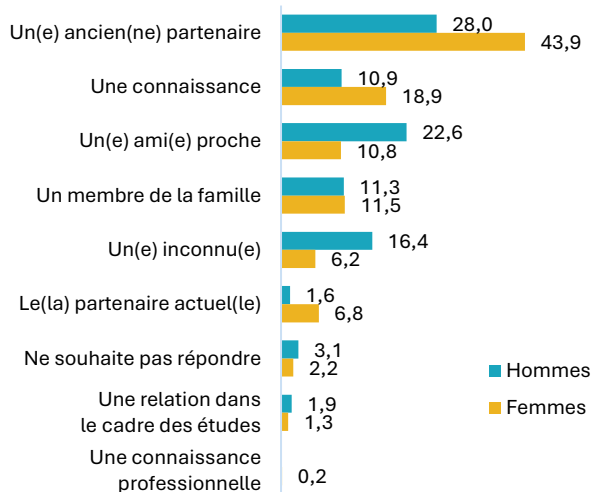
Les femmes victimes sont plus nombreuses que les hommes à avoir été violées par un partenaire actuel ou ancien, ou par une connaissance, tandis que les hommes victimes sont plus nombreux à citer les amis proches, mais aussi les inconnus.

Lieu du dernier viol selon le genre (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

Lien avec l'agresseur lors du dernier viol selon le genre (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

### ...dans un appartement ou un véhicule

Les faits surviennent le plus souvent dans des espaces privés. Les lieux publics sont cités par environ une victime sur dix (9,5 %), tandis que les viols à l'université (0,4 %), sur le lieu de travail (0,2 %) ou dans les transports en commun (0,2 %) restent très rares.

Les bars, night-clubs ou fêtes étudiantes sont plus souvent cités par les femmes que par les hommes.

### Plus d'un tiers des victimes de viol n'en parle pas

Les étudiants ayant subi un viol sont 63,1 % à indiquer en avoir parlé (64,5 % des femmes et 54,3 % des hommes). Lorsqu'elles se confient, les victimes s'adressent principalement à leur entourage : 43,3 % à un ami, 19,1 % à un membre de la famille et 16,0 % à leur partenaire actuel. Les recours à des professionnels sont moins fréquents : 17,0 % évoquent un professionnel de santé, 9,9 % un policier ou un gendarme, 3,3 % un professionnel du service de santé étudiant, 2,8 % une association et 1,9 % un enseignant ou l'administration de l'université.

## Des violences conjugales fréquentes chez les étudiants

Un étudiant sur quatre (25,1 %) déclare avoir déjà subi des violences psychologiques de la part d'un partenaire ou conjoint. Ces situations concernent 1,7 fois plus les étudiantes que les étudiants (*voir graphique ci-contre*). Les violences conjugales psychologiques sont également plus fréquemment déclarées par les étudiants inscrits en LLA et en SHS (30,8 % et 30,0 % respectivement), tandis que les étudiants de Sciences sont moins nombreux que la moyenne à les mentionner (19,2 %).

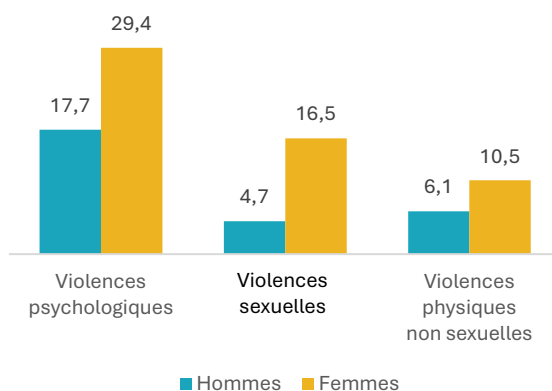
Les violences sexuelles au sein du couple sont déclarées par 12,1 % des étudiants. Là encore, les étudiantes sont nettement plus concernées que les étudiants (3,5 fois plus). Ces faits sont plus souvent rapportés par les étudiants de LLA et de SHS (15,7 % et 17,0 %), tandis qu'ils apparaissent moins fréquents en STAPS (4,6 %).

Les violences physiques non sexuelles sont déclarées par 8,8 % des étudiants, avec un écart persistant entre femmes et hommes : les femmes sont 1,7 fois plus concernées.

Enfin, 1,3 % des étudiants mentionnent avoir subi d'autres formes de violences au sein du couple. Ces situations recouvrent notamment des formes de chantage (affectif, au suicide, économique ou émotionnel), ainsi que d'autres formes de pression ou de harcèlement.

Au total, près de trois étudiants sur dix (29,0 %) déclarent avoir été victimes d'au moins une forme de violence conjugale (34,1 % des femmes et 20,0 % des hommes).

Violences conjugales au cours de la vie selon le genre (%)



Source : Enquête santé des étudiants normands  
année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

## Des pratiques prostitutionnelles marginales

Le fait de se prostituer a été déclaré par 1,6 % des étudiants (2,1 % des hommes et 1,4 % des femmes). Parmi eux, dans un peu plus d'un cas sur deux, la dernière fois a eu lieu depuis le début de leurs études supérieures.

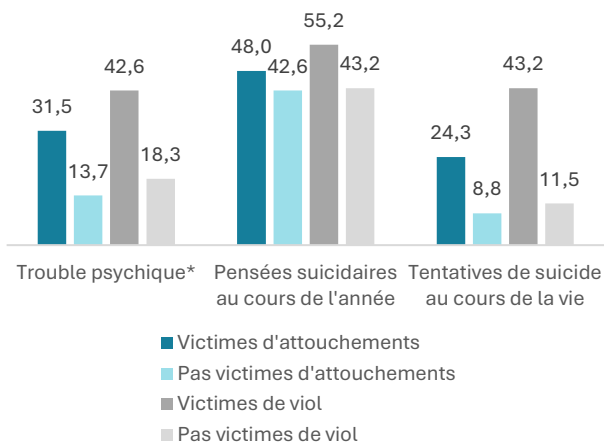
Le fait d'avoir recours aux services de personnes se prostituant a été déclaré par moins d'1 % des étudiants, presque exclusivement des hommes.

## Une moins bonne santé mentale chez les victimes de violences sexuelles

Les étudiants ayant indiqué avoir déjà été victimes d'attouchements et/ou de viol sont bien plus nombreux que les autres à être concernés par des troubles psychiques de type dépression, crises d'angoisse ou anxiété, par les pensées suicidaires et les tentatives de suicide (*voir graphique page suivante*).

Parmi les étudiants déclarant une gêne, depuis au moins six mois, liée à un problème de santé, la gêne dans les activités en lien avec un sentiment dépressif, est également plus retrouvée chez les étudiants ayant subi des attouchements (54,3 % contre 43,5 % des autres étudiants), de même pour les étudiants ayant déjà subi un viol (62,6 % contre 46,3 %). Les étudiants ayant déjà été victimes d'un viol sont également plus nombreux que les autres à déclarer être limités ou gênés dans leurs activités en lien avec des crises d'angoisse, de l'agoraphobie ou de l'hypersensibilité (54,9 % contre 40,3 %).

**Santé mentale  
selon le vécu de violences sexuelles (%)**



\*de type dépression, crises d'angoisse ou anxiété

Source : Enquête santé des étudiants normands  
année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

**Le handicap corrélé au risque  
d'agression**

Les étudiants se considérant comme porteurs d'un handicap sont plus nombreux que ceux qui ne le sont pas à indiquer avoir déjà été victimes d'attouchements (55,0 % contre 42,5 % chez les étudiants non handicapés). Ils sont aussi bien plus nombreux que les étudiants non handicapés à avoir confier avoir déjà subi un viol (25,9 % contre 11,9 %).

**Plus de conduites addictives  
chez les victimes  
de violences sexuelles**

Le tabagisme, qu'il soit quotidien ou non, tout comme la consommation de cannabis ou encore la consommation excessive d'alcool, sont plus souvent retrouvés chez les étudiants ayant déjà été victimes d'attouchements et/ou de viol que chez les autres (voir graphique ci-dessous).

**Des victimes de violences sexuelles  
plus souvent défavorisées  
financièrement**

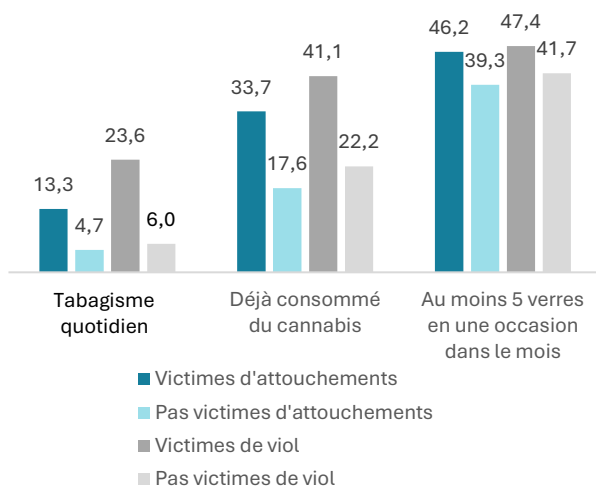
Les étudiants ayant déjà été victimes d'attouchements sont plus nombreux que les autres à avoir une activité rémunérée (37,3 % contre 30,1 %). Ils sont aussi plus nombreux à avoir la charge de leurs dépenses (83,4 % contre 74,3 %) tout comme les étudiants ayant déjà subi un viol (85,1 % contre 77,2%).

Près de deux étudiants sur trois (64,7 %) ayant déjà été victimes d'attouchements déclarent rencontrer des difficultés financières alors qu'ils sont un peu moins de la moitié (47,9 %) parmi ceux n'en ayant jamais subi. Cette proportion s'élève à 68,6 % chez les victimes de viol, contre 53,2 % parmi les autres étudiants.

Le renoncement aux soins pour raisons financières au cours de l'année universitaire concerne davantage les étudiants victimes de violences sexuelles : 38,7 % après des attouchements (contre 18,6 % des autres étudiants) et 48,2 % après un viol (contre 24,1 %).

Les difficultés alimentaires pour raisons financières sont plus fréquentes chez les étudiants victimes de violences sexuelles : 34,8 % après des attouchements (contre 19,3 % des autres étudiants) et 44,2 % après un viol (contre 23,4 %).

**Conduites addictives  
selon le vécu de violences sexuelles (%)**



Source : Enquête santé des étudiants normands  
année universitaire 2024-2025  
Exploitation : ORS-CREAI Normandie et OR2S

## Précisions méthodologiques

### Modalités d'enquête

L'enquête 2024-2025 sur la santé des étudiants en Normandie a été renseignée par 6 541 étudiants en BUT, licence ou master (y compris premier et deuxième cycle des études de médecine) dans une des trois universités normandes. Parmi ces participants, 5 436 ont répondu au moins partiellement à la partie thématique portant sur la santé sexuelle. Le taux de participation à l'étude est de 11,2 % pour la partie transversale et de 9,3 % pour la partie thématique (*voir pages 2 et 3 pour plus de précisions*), soit un taux de participation de l'ordre de ce qui peut être attendu pour une enquête de ce type.

### Analyse statistique

Les données ont été redressées sur le sexe, l'âge, le niveau d'études, la filière et l'université, afin d'être représentatives de la population d'élèves inscrits à l'université en Normandie (calage sur marges).

Sauf mention contraire, les différences présentées dans ce document sont validées à partir de régressions logistiques. Elles sont significatives au seuil de 5 % et ajustées sur le sexe, le niveau d'études, la filière, l'indice de position sociale (IPS), les difficultés financières et l'université, permettant ainsi de prendre en compte les éventuelles disparités entre les étudiants.

Pour des raisons pratiques d'effectifs, les différentes filières ont été regroupées par grandes thématiques, listées en page 3. Les étudiants inscrits dans plusieurs thématiques à la fois ont été intégrés dans une catégorie « multi-cursus ». De même, les différents niveaux d'études ont été regroupés en trois catégories : « BUT », « licence » et « master ». Les étudiants en PASS, DFG2 et DFG3 sont comptabilisés dans les étudiants en « licence » et ceux en DFA1, DFA2 et DFA3 dans ceux en « master ».

### Indice de position sociale

L'indice de position sociale (IPS) a été développé par le ministère de l'Éducation nationale pour évaluer la mixité sociale des établissements scolaires. Il résume le capital social, économique et culturel de la famille dans le rapport de l'élève à l'école à partir des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) des parents. Les analyses montrent une meilleure réussite scolaire chez les élèves dont l'indice est le plus élevé. L'indice 100 correspond à l'indice moyen. Dans cette analyse, il a été calculé à partir de l'emploi et à la PCS des parents, et intégré aux régressions logistiques, permettant de tenir compte de l'environnement social dans le profil des étudiants.

## Remerciements



L'enquête santé des étudiants normands se poursuit en 2026 sur la thématique des addictions.

Nous adressons nos plus vifs remerciements aux membres du groupe projet et du comité de pilotage, ainsi qu'aux étudiants ayant participé à l'enquête.

## VIE SEXUELLE

Près de **3/4** disent être satisfaits de leur vie sexuelle

Près de **2/3** indiquent avoir déjà eu un rapport sexuel

## INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSE

Chez les femmes qui ont déjà eu des rapports sexuels,

**6 %** disent avoir déjà fait face à une grossesse non désirée

**4 %** indiquent avoir déjà eu recours à l'IVG

## PROTECTION ET CONTRACEPTION

Lors de leur premier rapport, chez les étudiants qui ont déjà eu au moins un rapport sexuel, d'après leurs déclarations,

**79 %** étaient protégés contre les IST

**90 %** étaient protégés contre une grossesse

**43 %** des femmes ayant déjà eu des relations sexuelles déclarent avoir déjà utilisé une contraception d'urgence

Près d'**1/2** sait que le délai pour recourir à la contraception d'urgence est supérieur à 1 jour

Les niveaux de connaissances des méthodes de protection et de contraception sont hétérogènes et restent incomplets pour une partie des étudiants

## VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

**27 %** déclarent avoir déjà subi de la pression pour envoyer des photos ou messages à caractère sexuel

**16 %** indiquent avoir déjà eu affaire à des moqueries, insultes, menaces ou agressions du fait de leur orientation sexuelle

**44 %** disent avoir déjà subi des attouchements

Plus d'**1/8** affirme avoir déjà été victime de viol

Près de **3/10** déclarent avoir été victimes de violences conjugales

Le dispositif sur la santé des étudiants est financé par l'Agence régionale de santé et la Région Normandie

Retrouvez une analyse de l'état de santé et des comportements selon le niveau d'études dans le rapport transversal

### ORS-CREAI Normandie

3 place de l'Europe - 14 200 Hérouville-Saint-Clair  
[contact@orscreainormandie.org](mailto:contact@orscreainormandie.org) / 02 31 75 15 20

### OR2S

L'Atrium - 115, Boulevard de l'Europe - 76 100 Rouen  
[info@or2s.fr](mailto:info@or2s.fr) / 07 71 13 79 32

**Directeurs de publications :** Françoise AUMONT, présidente de l'ORS-CREAI Normandie - Maxime GIGNON, président de l'OR2S

**Rédactrices :** Noémie LEVÊQUE-MORLAIS, ORS-CREAI Normandie - Jeanne PFISTER, OR2S - Manon COUVREUR, OR2S - Nadège THOMAS, OR2S - Annabelle YON, ORS-CREAI Normandie